

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1843 - 3 février 1994 - 4 F

D 1843 **CHILI : L'ÉCONOMIE POPULAIRE DES MICRO-ENTREPRISES**

Si les pays industrialisés, dans la défense des droits de l'homme, mettent en avant les "droits civils et politiques", les pays à pauvreté massive parlent surtout des "droits économiques, sociaux et culturels" (cf. DIAL D 1817). La véritable révolution industrielle en cours, productrice de chômage grandissant, ajoute ainsi à la pauvreté traditionnelle des "sociétés duales" (cf. DIAL D 1805). Face aux carences de la société politique, deux réactions se font jour dans nombre de pays latino-américains. C'est, d'une part, l'affirmation de la "société civile" (cf. DIAL D 1402, 1766, 1783, 1798 et 1802); et, d'autre part, la prise en charge des milieux populaires par eux-mêmes (cf. DIAL D 1839), dont l'exemple par excellence est Villa El Salvador dans le grand Lima, au Pérou (cf. DIAL D 1717).

Depuis plusieurs années, d'innombrables initiatives ont lieu dans les milieux populaires urbains pour lutter contre le fléau endémique du chômage massif dans la population économiquement active. C'est le cas, par exemple, au Chili, comme en témoigne le rapport ci-dessous. Texte extrait de la revue **Comunicando**, CEDAL, Paris, novembre 1993, numéro portant sur "Les économies populaires".

Note DIAL

L'ÉMERGENCE DES ATELIERS ET DES MICRO-ENTREPRISES **L'expérience de "Foire-rencontre de l'économie solidaire" - FESOL**

Actuellement, l'économie populaire emploie à Santiago 50 % de la force de travail. N'ayant pu être absorbée par le secteur formel, la main d'oeuvre s'est employée dans des activités économiques de type familial, associatif ou indépendant, dont beaucoup ont été désignées comme les "organisations économiques populaires" (OEP).

Ces OEP ont développé des activités de production et de commercialisation de biens et services, mais ont avant tout permis d'employer la force de travail laissée en marge de l'économie formelle. Les individus concernés par ces activités dans l'agglomération de Santiago sont au nombre de 80.129 répartis dans 2.259 OEP en 1989.

Si, en 1982, les personnes impliquées dans ces organisations économiques populaires considéraient, à 70 % des personnes interrogées, leur activité comme la dernière issue possible au problème de l'emploi, en 1992 elles sont 68,8 % à ne pas désirer retrouver une situation dans le monde du travail salarié. En une dizaine d'années, on est passé **d'une stratégie de survie à une situation d'intégration économique** (création d'activité que l'on veut permanente).

Comment expliquer ce changement de comportement

33 % des interviewés préfèrent travailler dans ces activités parce qu'ils y sont "leur propre maître". 29 % estiment que les revenus tirés de leur entreprise

sont supérieurs à ceux escomptés en tant que salarié; 16 % ont l'espoir qu'à court terme leurs ressources augmentent plus vite que s'ils étaient embauchés dans l'économie formelle.

Pour Luis Razeto (socio-économiste chilien, chercheur du Programme d'économie du travail, Santiago, Chili), il s'agit d'un **processus d'activation-mobilisation du secteur populaire**, processus révélateur dans le sens où il est initié par les classes populaires qui n'envisagent plus leur pauvreté comme une fatalité excluante et cherchent à apporter des solutions à leurs problèmes socio-économiques. Activation-mobilisation parce que ces organisations économiques populaires sont passées de 492, recensées en 1982, à 5.300 en 1992, à Santiago.

Schématiquement, le processus d'activation-mobilisation pourrait être décrit ainsi:

- 1ère étape: émergence spontanée d'ateliers et de micro-entreprises, initiative issue des milieux populaires. Objectif: répondre à des besoins d'emploi et générer des revenus.
- 2ème étape: rencontre des acteurs pour discuter, identifier ensemble les problèmes qu'ils ont à surmonter; initiative venue de l'extérieur et débouchant sur la mise au point d'outils financiers, d'actions de formation et d'accompagnement répondant aux préoccupations exprimées par les acteurs.
- 3ème étape: affirmation des acteurs sur le plan économique; acquisition d'une reconnaissance vis-à-vis de l'extérieur.

Face à l'ampleur de ce phénomène, le Programme d'économie du travail avait organisé en 1984 la première rencontre de ces ateliers, dont les deux tiers dans l'économie informelle, afin de mieux les connaître et pour discuter ensemble de leurs problèmes. Les 169 participants ont mis en évidence quatre domaines dans lesquels des difficultés apparaissent:

- connaissance de techniques de commercialisation;
- besoin de ressources financières pour accroître leurs fonds propres;
- manque de savoir-faire (technologie non appropriée);
- nécessité d'une formation en gestion pour aider à la prise de décision.

Après quoi, une quinzaine d'institutions se sont spécialisées dans l'appui aux ateliers de l'économie populaire. Et cette rencontre a eu un autre impact, puisqu'elle a contribué à l'émergence de 52 syndicats de travailleurs indépendants.

En 1985, au Chili, la première foire-exposition de produits des ateliers fut un échec commercial: l'offre de produit ne répondait à aucune demande. Il restait donc à décloisonner cette production, à lui permettre de s'adapter à une réelle demande. En 1991, l'expérience fut donc renouvelée: FESOL I, la première foire-rencontre des ateliers et micro-entreprises de l'économie solidaire était née. 800 ateliers y ont participé ainsi que 10 organismes d'appui.

Sur le plan culturel et de l'information

Dès le début, FESOL fut un événement inscrit dans une tradition populaire de promotion et de vente des produits, enracinée culturellement dans le pays. Sa notoriété ne faisant que croître (on estime à 1.000 le nombre d'ateliers participant au FESOL 93), cette activité s'inscrit désormais dans le calendrier des salons qui régulièrement servent à la promotion des produits de l'économie de marché. A cet égard nous ne pouvons que remarquer l'originalité de la façon dont l'initiative tend à se pérenniser. Elle répond de manière très précise à une tradition culturelle et s'insère dans une dynamique marchande. Toutefois, nous

regrettons que, jusqu'à maintenant, FESOL ne se soit pas encore décentralisée et reste une expérience circonscrite à la capitale du pays.

Dans ce contexte, il est intéressant de noter qu'un ensemble d'initiatives à caractère artistique font également partie de cette manifestation. Une grande variété de spectacles de musique, de poésie et de théâtre y sont présents pour faire connaître leurs "produits".

Sur le plan social

D'une part, FESOL n'est pas un événement spontané mais l'aboutissement d'un certain degré d'organisation de l'économie populaire, à travers les coordinations et syndicats regroupant les acteurs; et en même temps, un instrument de promotion et d'affirmation de cette manière de faire l'économie par rapport à l'économie traditionnelle. D'autre part, cette foire mobilise la population de la région métropolitaine et bénéficie de la reconnaissance des acteurs politiques.

Sur le plan économique et politique

FESOL est devenu un puissant instrument de promotion et de vente des produits (la région métropolitaine abrite le tiers de la population du pays). Elle est également un important espace d'échanges des techniques de production, de commercialisation, d'administration, de gestion et d'information, compte tenu de l'ampleur du phénomène. Au niveau politique malgré leur degré d'organisation et l'impact de FESOL, les organisations économiques populaires ne peuvent pas encore être considérées comme acteurs politiques pouvant influencer sur les politiques publiques, au niveau des conditions-cadres favorables à leur émergence et leur développement.

FESOL nous est apparu comme l'exemple nous permettant de visualiser au mieux l'articulation micro-macro économique. C'est un lieu de concertation et de coordination que se sont approprié les acteurs de l'économie populaire. Mais leur objectif initial était-il de se constituer en véritables acteurs économiques et sociaux?

Cette expérience démontre que les initiatives locales, malgré leur diversité et leur dispersion, peuvent émerger dans un mouvement régional, voir national, et dans une certaine cohésion. Elle illustre également les contours d'un projet social et économique de lutte contre l'exclusion. Ces micro-réalisations ont longtemps été négligées par les pouvoirs publics. Aujourd'hui les représentants du gouvernement et même le président de la République s'y intéressent. L'affirmation d'une dimension politique relativement autonome devrait être une prochaine étape à franchir.

L'expérience de FESOL pourrait être donc considérée comme un embryon d'articulation micro-macro économique, de construction d'une force sociale, économique et politique, à condition d'orienter son développement dans le sens de la recherche d'alternatives dans le cadre d'une dynamique sociale et économique capable d'utiliser à son profit toutes les ressources humaines et matérielles présentes dans son environnement.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441